Roubaix pour délibération du Conseil municipal.

Lille, le 15 janvier 1868.

Le Conseiller rapporteur,
(Signé) GRENIER.

En réponse à cette nouvelle demande, nous avons écrit à M. le Préfet le 18 janvier que, par délibération du 2 du même mois, le Conseil avait déjà déclaré, « que la ville n'entend accepter aucune responsabilité à raison des dégâts commis dans quelques établissements industriels; — qu'elle ne reconnaît aucunement l'exactitude des procès-verbaux d'expertise faits en l'absence de ses représentants, réservant aux intéressés, c'est-à-dire aux habitants eux-mêmes le droit de contester lesdites expertises; — que n'ayant point de fonds en caisse pour satisfaire, à titre d'avance, aux condamnations qui pourraient être prononcées au profit des demandeurs, la dite ville laisse à qui de droit, le cas échéant, le soin de procéder à la réparation et au recouvrement des sommes déterminées par les jugements à intervenir. »

En refusant ainsi son concours ou son vote pour la formation d'un rôle spécial des contributions destinées à indemniser les victimes de l'émeute du 16 mars 1867, le Conseil municipal profitant de l'alternative que lui offrait la lettre de Son Excellence M. le Ministre de l'Intérieur, en date du 30 octobre 1867, a, par cela même, laissé à qui de droit le soin d'établir d'office le rôle d'une imposition extraordinaire dont le produit serait exclusivement affecté au paiement des indemnités dont il s'agit, ainsi que les mesures à prendre pour en faire d'abord le recouvrement, ensuite l'emploi, conformément aux jugements rendus par les Tribunaux.

Le Conseil n'a point entendu protester contre le jugement prononcé en faveur de M. Henri Roussel; mais bien opposé, dans la limite de ses droits, la force d'inertie à une loi qui n'a plus sa raison d'être, depuis que tous moyens défensifs ont été retirés aux communes, depuis surtout qu'une loi nouvelle a rendu si facile et si prompt la transformation de légers troubles en émeutes des plus graves.

Le Conseil s'est dit, en commentant la lettre ministérielle, si la loi de vendémiaire an IV que l'on exhume en cette circonstance, a encore toute sa force et peut recevoir son plein et entier effet sans notre adhésion, pourquoi assumerions-nous une telle responsabilité envers nos concitoyens? N'est-ce point assez de courber la tête et de laisser faire?

Le Conseil municipal n'a donc point à s'occuper des moyens d'exécution du jugement rendu en faveur de M. Roussel. Néanmoins, ne voulant pas encourir les inconvénients d'un jugement par défaut, nous vous proposons de prendre la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

Vu la requête présentée à M. le Préfet du Nord, le 2 janvier, tendant à ce que la ville de Roubaix soit autorisée à défendre à l'action que M. Henri Roussel se propose d'intenter à ladite ville pour la faire condamner à 300 fr. de dommages-intérêts par jour, depuis le 7 octobre 1867 jusqu'au jour du paiement de la somme de 138,310 fr. 82 cent. pour laquelle il a obtenu jugement en date du 18 juillet 1867;

Vu l'article 39 de la loi du 18 juillet 1837 disposant que « si les ressources de la commune sont insuffisantes pour subvenir aux dépenses obligatoires inscrites d'office en vertu du présent article, il y sera pourvu par le Conseil municipal ou, en cas de refus de sa part, au moyen d'une contribution extraordinaire établie par une ordonnance du roi, dans les limites du maximum qui sera fixé annuellement par la loi de finances, et par une loi spéciale si la contribution doit excéder ce maximum. »

Considérant que la somme de 138,310 fr. 82 cent. allouée à titre d'indemnité à M. Roussel, ne peut lui être payée qu'au moyen d'une imposition extraordinaire;

Que le Conseil municipal n'a pas le droit d'établir cette imposition;

Que c'est à l'autorité supérieure qu'il appartient d'y pourvoir;

Que la ville de Roubaix ne saurait donc être responsable des retards que les différentes mesures prescrites par la loi peuvent entraîner;

Considérant d'ailleurs qu'aux termes de l'article 1153 du Code Napoléon, dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme de dommages-intérêts résultant du retard dans l'exécution, ne sont jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi;

Que le jugement que M. Roussel a obtenu porte déjà condamnation aux intérêts;

Que la demande nouvelle qu'il annonce avoir l'intention de former est donc contraire à cette disposition du Code et n'a pas sa raison d'être;

Délibère

Qu'il y a lieu de résister à l'action et de solliciter l'autorisation d'ester en justice à cet effet.

Deuxième délibération

Une autre requête a été adressée à M. le Préfet par MM. H. Delattre père et fils, tendant à pouvoir exercer contre la ville de Roubaix une action en réparation de dommages matériels causés par l'é-

meute du 16 mars, lesquels dommages sont évalués à fr. 8,637 fr. 83 cent., plus une pareille somme de 8,637 fr. 83 cent. à titre de dommages-intérêts.

Le Conseil municipal,

Déclare qu'il y a lieu d'autoriser la ville à défendre contre l'action que MM. Delattre père et fils se proposent de lui intenter.

Par deux autres requêtes, également présentées à M. le Préfet, les sieurs Gagedois, contre-maitre de tissage dans l'établissement de MM. Henri Delattre père et fils, et Louis Dejode, concierge dudit établissement, réclament, le premier 5,065 fr. 05 cent. pour réparation civile et semblable somme de 5,065 fr. 05 cent. à titre de dommages-intérêts, à raison de dégâts commis dans son domicile, lors de l'émeute du 16 mars 1867; et le second, pour même cause, la somme de 2,170 fr. 15 cent., plus pareille somme de 2,170 fr. 15 cent. à titre de dommages-intérêts; lesquels dégâts n'ont été ni constatés ni estimés.

Le Conseil municipal,

Déclare qu'il y a lieu d'autoriser la ville à défendre contre l'action que les sieurs Gagedois et Dejode se proposent respectivement de lui intenter.

M. TERNYNCK dit qu'il n'y a plus à discuter sur cette question déjà soumise plusieurs fois à l'appréciation du Conseil. Ce n'est pas à lui qu'il appartient de créer un rôle spécial de contributions, qui n'est pas non plus de la compétence de M. le Préfet. La loi s'explique clairement à ce sujet: c'est au gouvernement lui-même que cette charge incombe, et c'est à lui seul qu'il faut abandonner le soin de terminer cette regrettable affaire.

M. LÉCOART est d'avis que dans l'état actuel des choses, il n'y a plus lieu de suivre le procès; la ville n'ayant pas de recours contre l'autorité supérieure il ne lui reste plus qu'à payer au plus tôt pour se mettre à l'abri des nouvelles réclamations en dommages-intérêts dont elle est menacée.

Le Conseil adopte ensuite les conclusions du rapport de M. le Maire à l'unanimité moins une voix.

QUESTION DES GRANDS PROJETS

M. LE MAIRE dit quelques mots relatifs aux grands projets.

Messieurs,

Nous avons l'honneur de faire connaître au Conseil un aperçu approximatif de la situation relativement aux grands projets de travaux d'utilité publique.

N'ayant pas encore reçu les chiffres officiels, nous avons seulement le relevé de notes tenues par l'avocat de la ville pendant les séances du jury d'expropriation; il résulte de ces notes que, sur les 2,500,000 fr. votés par le Conseil, il ne restera qu'environ 200,000 fr. disponibles pour l'exécution desdits travaux.

Vous comprendrez, messieurs, que dans cet état de choses, nous devons nous abstenir de faire aucune proposition avant de l'avoir soumise à une étude approfondie; et, à cet effet, nous vous proposons de renvoyer l'examen de ces importantes affaires à la commission des travaux publics, spécialement chargée de donner son avis sur tout ce qui s'attache auxdits grands projets.

Le renvoi de ces affaires à la commission des travaux publics est adopté.

L'ordre du jour étant épuisé, M. BOURBIEU, interprète de la famille Grimonprez (Alexandre), énumère les états de services de l'ancien fonctionnaire de ce nom qui a rempli en cette ville pendant de nombreuses années les fonctions de préposé en chef de l'octroi; il demande que, eu égard à une carrière d'un dévouement aussi remarquable, la ville de Roubaix veuille bien lui accorder une concession gratuite au cimetière.

Le Conseil renvoie l'examen de cette demande à la commission des finances.

La séance est levée.

Par suite de circonstances et de motifs particuliers qu'il est inutile de porter à la connaissance de nos lecteurs, nous ne pouvons aujourd'hui donner notre Bulletin commercial hebdomadaire.

CHRONIQUE LOCALE

Les ouvriers de huit tissages, se sont mis en grève aujourd'hui.

Aucun désordre n'a eu lieu.

Les opérations du conseil de révision pour la garde mobile ont eu lieu aujourd'hui à Roubaix. Il y avait 336 jeunes gens inscrits; un certain nombre ne se sont pas présentés.

M. le marquis de la Jonquière, secrétaire-général de la préfecture du Nord, est nommé préfet de l'Aude.

M. de la Jonquière est remplacé, par M. Brassier, sous-préfet de Moissac.

Par décret impérial inséré au Moniteur sont nommés chevaliers dans l'ordre de la Légion d'Honneur, MM. Alfred Genty,

maréchal-des-logis de la compagnie de gendarmerie du Nord, 23 ans de services, 5 campagnes, et Nicolas Fischer, capitaine instructeur de tir au 75^e de ligne, 20 ans de service, 6 campagnes.

Mgr. l'archevêque de Cambrai vient d'adresser au clergé du diocèse la lettre de Mgr. l'archevêque d'Alger que nous avons publiée il y a quelque temps. Sa Grandeur fait suivre ce touchant appel à la charité chrétienne et française, de quelques courtes considérations, qu'Elle termine ainsi: « Sans doute, nous avons aussi, en ce diocèse, nos détresses et nos souffrances; mais outre qu'elles commencent à s'adoucir, nous devons avoir confiance en la promesse de l'Evangile: *Date et dabitur vobis*. Tout ce que nous donnerons à des frères plus éprouvés que nous, c'est à Dieu que nous le prêterons, et Dieu nous le rendra. »

C'est par erreur qu'on a annoncé que la taxe postale des lettres à destination des Pays-Bas était réduite à 40 c.; elle est maintenue, jusqu'à nouvel ordre, à 60 c.; les conventions conclues avec ce pays n'étant pas encore en vigueur.

En vertu d'une ordonnance de M. le premier président de la cour impériale de Douai, les assises du département du Nord, pour le deuxième trimestre de 1868, s'ouvriront à Douai, le lundi 11 mars prochain.

M. Duhem, conseiller à la Cour impériale, est désigné pour présider ces assises. MM. Gautier et Botiau, conseillers, siégeront comme juges assesseurs.

Le câble électrique sous-marin qui relie Calais à Douvres s'est rompu dans la journée de mercredi. Les communications télégraphiques entre l'Angleterre et la France sont assurées par les câbles de Dieppe et de Boulogne qui ont résisté à la tourmente.

Un riche boyard russe, le baron Kottanoff, est arrivé à Roubaix aujourd'hui. Descendu dans une maison particulière, M. Kottanoff a visité cette après-midi deux établissements industriels. Il repart demain matin. Il est accompagné seulement de son valet de chambre.

Le baron Kottanoff a séjourné plusieurs années en Sibérie où sa famille avait été exilée par l'Empereur Nicolas. Son père est mort empoisonné pendant cet exil.

Alexandre II a gracié le baron Kottanoff et lui a rendu tous les biens de sa famille qui avaient été confisqués. Aujourd'hui, la fortune du baron peut être évaluée à 30 millions. Il est âgé de trente-et-un ans et se rend à Londres où il va épouser, dit-on, une jeune veuve qui porte l'un des noms les plus aristocratiques de l'Angleterre.

Nous extrayons les passages suivants du procès-verbal de la dernière séance du comice agricole de l'arrondissement de Lille:

Le Comice reçoit communication d'une circulaire recommandant aux cultivateurs l'emploi des résidus de la peignée de Croix; contenant 1 70 d'azote au prix de 3 fr. les 100 kil.

M. Baucarne dit avoir essayé cet engrais sans toutefois pouvoir donner une appréciation exacte de sa valeur, parce qu'il l'a employé comme supplément sur un champ déjà fumé. Il faudrait, d'ailleurs, que l'effet en soit constaté pendant plusieurs années, parce que l'assimilation est lente. Il croit, ainsi que plusieurs autres cultivateurs, que ce mode de fumure ne peut être qu'avantageux.

Le Comice procède ensuite au tirage au sort du canton qui recevra cette année la visite de la commission chargée de proposer les récompenses du programme. Le sort désigne Tourcoing (Nord).

Les quatre cantons dans lesquels seront décernées les récompenses aux instituteurs pour l'enseignement agricole, seront ceux de Quesnoy, Tourcoing (sud), Roubaix et Pont-à-Marcq.

M. GRÉPELLE, considérant les dangers toujours présents que fait courir à nos étables la pleuropneumonie bovine, maladie éminemment contagieuse, propose au Comice d'émettre le vœu que cette affection soit soumise à la législation sanitaire qui régit déjà plusieurs autres maladies telles que le farcin, la morve, le typhus. Cette proposition est renvoyée à l'examen d'une Commission.

Le même membre revient ensuite sur la question du typhus contagieux, dont il a déjà entretenu le Comice dans la dernière séance.

Il n'a pas connaissance de nouveaux cas en Belgique, mais il persiste à croire qu'on est mal renseigné sur ce qui s'y passe, parce que les fermiers, atteints par la maladie, gardent le secret.

Il croit que nos frontières ont été ouvertes trop tôt, et que la surveillance sanitaire est illusoire; il engage le Comice à avoir l'œil ouvert sur cette question et à signaler le danger aussitôt qu'il deviendrait réel.

COURS PUBLIC DE CHIMIE

Lundi 16 Mars à 8 h. 1/4 du soir.

DE L'EAU-DE-VIE ET DES ESPRITS

De la rectification des esprits. Rectificateur de M. Dubrunfaut, Choix des vins employés à la fabrication des eaux-de-vie;

choix des futailles dans lesquelles on les dépose. Richesses en alcool des différents boissons fermentées.

Recettes: 1^o Moyen de reconnaître si les esprits du commerce sont francs de goût et d'odeur; 2^o de leur enlever leur mauvais goût; 3^o d'obtenir complètement le goût de rancio qu'acquiert les eaux-de-vie par leur long séjour dans les tonneaux; 4^o Procédé employé par les habitants des grandes villes pour fabriquer leurs eaux-de-vie; 5^o préparation de l'huile de rose.

COURS PUBLIC DE PHYSIQUE

Mercredi 18 Mars à 8 h. 1/4 du soir

Machine de Nairne, pompe électrique, tabouret isolant, force des machines, électrophore, pouvoir des pointes.

Pour toute la chronique locale: J. REBOUX.

Dernières nouvelles

Nous recevons cette après-midi les dépêches suivantes:

Rome, 13 mars.

Dans le consistoire d'aujourd'hui, le Saint-Père a créé neuf cardinaux, parmi lesquels le prince Lucien Bonaparte.

New-York, 13 mars.

Le Sénat a ordonné au président Johnson de présenter sa réponse à l'acte d'accusation, le 23 mars au plus tard.

Florence, 13 mars.

Le Ministre des Finances a proposé de retenir, au moment du paiement des intérêts, l'impôt sur la rente, excepté sur les titres nominaux appartenant aux étrangers résidant hors de l'État.

J. REBOUX.

Alexandrie, 11 mars (voie de Constantinople).

Marché toujours très-ferme. Good 23, good fair 20 à 21 tallaris. Fair 18 à 18 1/2. Good middling 15 1/2, middling, 14. Change 529, frèt, 12 fr.

Marseille, 14 mars.

Marché calme, prix fermes. Bon ordinaire 145 à 150 fr. Bon blanc manque.

ARLES DUFOUR ET Cie.

Liverpool, 14 mars.

Marché assez animé, tendance hausse.

Vente 15,000 balles. Fair Jumel 11 1/4. Recettes probables, 60 à 65,000 balles.

ROBERT FENKE ET Cie.

COURS DE LA BOURSE

Du 14 Mars 1868

Cours de	Jour	Cours précédent
30/100	69 70	40/100 69 60
40/100	99	41/2 99

FAITS DIVERS

Un brillant cortège de bienfaisance aura lieu à Tournai, le dimanche de la Mi-Carême; il se composera d'un corps de musique de 50 pierrots avec tambours, fifres et tambour-major, groupe de cavaliers, pelotons de hallebardiers, char de l'artillerie, groupe de fantassins, char de la marine, groupe d'archers, épisode de chasse du temps de Louis XV, corps de musique, char de la Sécurité, noce villageoise, char de la bienfaisance, groupe de cavaliers, etc. Tous les chars seront construits à Mouveaux et les costumes des 400 à 500 personnages figurant au cortège sont tous faits exprès et d'une fraîcheur remarquable; aussi s'attend-on à un immense succès et à une foule de visiteurs dans la ville aux *Chingé Cloîtres*.

Des trains express aller et retour seront organisés à cette occasion.

Nous avons sous les yeux un rapport de l'exercice 1866, sur la situation des finances de la ville de Saint-Omer. Nous remarquons que le chiffre de ses recettes est de beaucoup supérieur à celui de ses dépenses. Il accuse un excédant de 20,475,78 cent. Ce chiffre n'a point besoin de commentaires; il dit assez, pour rendre un légitime hommage aux administrateurs de cette cité.

Nous apprenons qu'il est question de créer un décanat pour les instituteurs primaires de chaque canton. L'instituteur qui serait élevé aux fonctions de doyen serait chargé de présider des réunions cantonales, de centraliser les travaux de ses collègues, de veiller, en un mot, à

leurs intérêts communs sous les auspices et le contrôle de l'autorité supérieure.

—Une terrible catastrophe a consterné la commune d'Arpajou, près Aurillac. On écrit au *Courrier de l'Allier*:

Dimanche dernier, tous les paroissiens s'étaient réunis dans une nouvelle église, qui n'est pas encore terminée, pour entendre prêcher un père capucin, dont la réputation comme prédicateur est grande dans le département. Ses paroles élevées et touchantes étaient religieusement écoutées par les assistans. Tout à coup, la chaire dans laquelle il se trouvait et qui était soutenue par des échafaudages, est ébranlée; on entend un horrible craquement, l'échafaudage tombe, entraînant la voûte; et le révérend père, atteint par une planche, est renversé et perd connaissance.

Les spectateurs, saisis d'épouvante, se précipitent vers les portes; on se presse on s'étouffe, on brise tout ce qui barre le passage. Cette panique a causé des accidents épouvantables: quatre enfants sont morts, cinq sont gravement blessés, et cinq sont légèrement contusionnés; quant aux grandes personnes, huit ont été écrasées, quatorze blessées et d'autres, mais en grand nombre, ont reçu des contusions plus ou moins graves.

Mardi dernier, les victimes de cet affreux accident ont été conduites au cimetière, et l'on peut dire que la plus profonde émotion frappait les habitants du village qui assistaient à cette funèbre cérémonie.

ETAT-CIVIL DE ROUBAIX.

NAISSANCES.

12 mars. — Jules Joseph, fils légitime de Jules Victor Montagne et de Valérie Dusart.

Blondine Hortense, fille légitime de Charles François Vandevelde et de Colette Dewispelaere.

Flore, fille légitime d'Auguste Joseph Lannoy et d'Henriette Lequeur. Adèle Louise Joseph, fille légitime de J.-B. Joseph Nollet et de Marie Henriette Mulliez.

Céline Marie, fille légitime de Camille Julien Tant et d'Elise Joseph Coppin.

13. — Alphonse Adolphe, fils naturel de Constance Pollet.

Leopold Louis, fils légitime d'Edouard Louis Favoris et de Louise Merck.

Césarine Louise, fille légitime de Louis Florimond Leuridan et de Césarine Durieux.

Désiré Cornil, fils légitime de François Alard et de Marie Thérèse Louveman.

DÉCÈS

12 mars. — Désiré Jules Debruyne, 8 mois, Epeule.

Auguste Joseph Desmettre, 66 ans, tisserand, Jean-Ghislain.

Sophie Jeanne Deridder, 5 mois, rue des Filatures.

Grégoire Joseph Turpyn, 11 jours, rue de la Perche.

Louis Auguste Deconinck, 1 an, hôpital.

Julie Catteau, 21 ans, servante, hôpital.

Paul Richard Vivrat, 3 ans, rue de l'Ommelet.

Hermanne Hortense Gosse, 3 ans, route de Mouveaux.

13. — Jean Louis Planckaert, 2 ans, Hutin.

Joachim Pierre Viger, 4 mois, rue de Baurewart.

L'INDUSTRIEL ALSACIEN

politique et commercial

paraissant à MULHOUSE le mardi, le jeudi et le dimanche, publie dans chaque N^o les cours des calicots et filés, ainsi qu'une appréciation de la marche des affaires tant sur les calicots en laine que sur les fabriques.

Comptes-rendus des séances de la Société industrielle de Mulhouse. Correspondances de Suisse et d'Allemagne.

RIX PAR LA POSTE :

Fr. 32 par an

(surtaxe en plus pour l'étranger).

Des N^{os} spécimens sont envoyés sur demande affranchie.

31 MARS TIRAGE PUBLIC

A L'HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

Loterie des ENFANTS PAUVRES infirmes et incurables, la plus grande loterie, aux nombreux lots en espèces tous déposés à la Banque de France.

GROS LOT, 150000 FR.

GRANDES LOTERIES AUTORISÉES

Adresser (en mandat-poste ou timbres-poste) cinq francs au directeur du Bureau-Exactitude, 63 rue Rivoili, Paris. et en recevra, par retour du courrier, VINGT billets assortis pour toutes chances de gain de 342 lots et

3 GROS LOTS, 350000 F.

7501

MODES
Mlle Marie DUBAR, 3, rue du Bois, ROUBAIX.

22 m. 7568